Un mirage syndical : le journal commun

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1978)**

Heft 463

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1027252

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

d'avenir restent vagues (les normes déficitaires fixées dès l'abord par Pierre Arnold pour trois ans de parution sont-elles toujours valables?).

— Lorsque les hautes instances de la Migros font valoir la réticence d'un certain nombre de coopérateurs (sondage national connu fin juin), ne s'abritent-elles pas derrière une volonté "populaire" dont on a peu d'échos dans d'autres domaines de l'activité de Migros?

En définitive, un point seul est clair: cette convulsion de "Tat" met en lumière le pouvoir de l'éditeur sur ce journal "indépendant". Qu'à l'intérieur de Migros, ce pouvoir fasse l'objet d'affrontements entre des managers qui ne voient pas l'utilité d'une presse à côté des investissements publicitaires consentis en masse dans tous les journaux suisses, des conservateurs qui voient d'un mauvais oeil l'argent de la maison "dilapidé" et des partisans d'une presse de prestige, utile à une certaine image de marque de la société, ne change rien à l'affaire.

1977 (le capital de la SA est de 2 millions de francs).
Les investissements indispensables à qui veut disposer de moyens d'impression à la pointe du progrès coûtent chers — tous les imprimeurs le savent! — mais il faut admettre que la Migros pourra toujours utiliser "à plein" sa capacité de production dans l'édition, tant sont impressionnants ses besoins en imprimés de tous genres (emballages, publicités, etc., etc.).

Le télex de Jean Ziegler

Dans son édition du 15 juillet "Tat" a publié, en français, le message suivant: "Vous dis mon admiration et mes voeux fraternels pour votre juste combat. Jean Ziegler Conseiller national"

Un mirage syndical: le journal commun

Tandis que la Migros brasse les millions à la recherche d'une formule de presse qui corresponde à son image de marque sans gêner son affirmation au firmament des grands groupes industriels helvétiques, une autre presse, on le sait, est en quête des moyens nécessaires à une vie, voire une survie discrète. Revenons donc à une réalité qui est le lot de la plupart des éditeurs suisses qui subsistent hors des grandes concentrations. Pour ne pas resasser une fois de plus les problèmes quotidiens de moyenne diffusion, examinons les tribulations de la presse syndicale, dont le réservoir de lecteurs est tout de même important "a priori" (quelque 300 000 adresses en Suisse allemande, pour ne citer que ce chiffre), le coût total des journaux fédératifs et du service de presse de l'Union syndicale suisse ayant été de plus de 7 millions de francs en 1976.
La transformation de la presse syndicale, aujourd'hui comme avant atomisée en une multiplicité de publications diverses, en un véritable service d'informations, moderne et efficace, capable de porter dans le grand public la voix des organisations de travailleurs est une vieille histoire. Au congrès de Bâle, en 1975, les délégués avaient pourtant enfin décidé d'empoigner le problème, confiant à une commission le mandat de jeter les bases d'un "journal syndical commun". Les résultats du travail du groupe de travail adhoc sont significatifs de la difficulté de la tâche envisagée (voir la "Revue syndicale suisse" numéro de juin 78).
Sans avoir besoin de lire entre les lignes le rapport établi après des sondages approfondis auprès des fédérations membres de l'Union syndiclae, on se rend à l'évidence qu'il n'est pas question aujourd'hui d'un "journal commun" pour le "partenaire social" le plus important d'un patronat helvétique qui ne manque pas — c'est le moins qu'on puisse dire! — de tribunes dans la presse quotidienne et hebdomadaire.
Le déséquilibre classique subsistera (s'amplifiera, à n'en pas douter, à mesure que certains grands journaux raidissent leur position rédactionnelle, tels la "Neue Zürcher Zeitung", plus que jamais porte-parole de la finance , de l'industrie et du "pouvoir radical"): d'un côté on s'est donné les moyens de peser sur l'opinion, de l'autre on reste, au mieux, confiant dans les possibilités d'exploitation d'un certain libéralisme de l'information traditionnelle.
Pas de création d'un "journal USS qui permettrait (sic) à la fois d'améliorer l'information interne et externe et de renforcer le dialogue, la compréhension et, partant, la collaboration entre les divers syndicats de l'USS" (on se rabat sur l'affirmation progressive d'un "supplément", de plus en plus épais, obligatoire...), pourquoi? Trois types de réticences:
—Les fédérations, qui publient chacune leur journal veulent conserver leur "propre visage", la transmission de celui-ci fût-elle, par la force des choses et des tirages, réservée aux syndiqués, membres, abonnés... et lecteurs convaincus.
— Le coût de l'opération semble inabordable à la plupart des fédérations qui ont déjà toutes les peines du monde à faire vivre leur presse: seule une formule qui permettrait des économies supplémentaires aurait la faveur de quelques-uns (n'entre pas en ligne de compte, bien sûr, l'exploitation de tout un potentiel intellectuel jusqu'ici inexploité, par exemple). Inutile de dire qu'on pouvait compter sur Publicitas, par ailleurs lié à la plupart des journaux ayant pignon sur rue, lui-même engagé dans des entreprises de presse, pour émettre les plus grandes réserves à propos d'éventuelles ressources publicitaires à disposition pour un "journal USS"...
— Une rédaction centrale suscite à l'avance la plus grande méfiance: il est vrai que la répartition actuelle des tâches et des compétences entre l'organisme syndical faîtier et les fédérations membres ne laissent pas apparaître un modèle de collaboration éventuelle entre des rédacteurs venant d'horizons syndicaux divers.